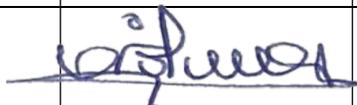


ANNEX : B
TERMS OF REFERENCE FOR INDIVIDUAL CONTRACTORS/ CONSULTANTS

| PART I | |
|-------------------------------|---|
| Title of Assignment | Consultant Education pour logistiques et reponse aux urgences |
| Category of the Consultancy | National-Madagascar. |
| Proposed level of Consultancy | Mid / Senior |
| Section | Education |
| Location | Antananarivo with occasional travel. |
| Duration | 11 mois. |
| Start date | From: 01/07/ 2021 To:31/05/ 2022 |

| Part II (<i>this information is for INTERNAL use only; shall not be shared with prospective candidates</i>) | |
|--|---|
| Supervisor | Alvaro Fortin, Education Specialist. |
| Planned Global Budget : Estimated Cost of assignment ; Planned Budget ICT ; | 118.000.000 Ariary |
| Budget Code | NON GRANT |
| AWP Activity | 2670/A0/06/400/104/005 |
| Proposed assignment is included in the approved Madagascar Consultant Plan | Yes No (consultancy in response to continued emergency COVID19, the drought in the southern region and increased need for emergency logistic support). |
| Proposed methodology for sourcing of qualified candidates | Roster. |

| PART III: Signatures | | | |
|-----------------------------|---|--|------------|
| Function | Name | Signature | Date |
| Prepared by | Chief of Section (OIC) Alvaro FORTIN |  | 19.05.2021 |
| Reviewed by | HR Specialist Willy KILANGA |  | 19/05/2021 |
| Approved by | Deputy Representative Jean Benoit MANHES |  | 19.05.21 |

Contexte

La mission fondamentale de l'UNICEF est de promouvoir les droits de chaque enfant, partout, dans tout ce que fait l'organisation - dans ses programmes, ses activités de plaidoyer et ses opérations. La stratégie d'équité, qui met l'accent sur les enfants et les familles les plus défavorisés et exclus, traduit en action cet engagement en faveur des droits de l'enfant. Pour l'UNICEF, l'équité signifie que tous les enfants ont la possibilité de survivre, de se développer et de réaliser leur plein potentiel, sans discrimination, partialité ou favoritisme. Dans la mesure où un enfant n'a pas les mêmes chances dans la vie - dans ses dimensions sociales, politiques, économiques, civiques et culturelles - ses droits sont violés. Il est de plus en plus évident qu'en investissant dans la santé, l'éducation et la protection des citoyens les plus défavorisés d'une société - en s'attaquant aux inégalités - on donne non seulement à tous les enfants la possibilité de réaliser leur potentiel, mais on favorise également la croissance soutenue et la stabilité des pays. C'est pourquoi l'accent mis sur l'équité est si vital. Elle permet d'accélérer les progrès vers la réalisation des droits de l'homme de tous les enfants, ce qui est le mandat universel de l'UNICEF, comme le souligne la Convention relative aux droits de l'enfant, tout en soutenant le développement équitable des nations.

En janvier 2020, l'OMS a déclaré une urgence liée à la propagation du COVID19. Le 11 mars, la pandémie a été déclarée et le 19 mars, les premiers cas de COVID19 ont été diagnostiqués à Madagascar. Cela a conduit à la fermeture des frontières et à la mise en place de mesures sanitaires à l'échelle nationale, y compris le confinement et, à partir du 23 mars, la fermeture des écoles, du niveau pré-primaire au niveau secondaire. Cette mesure a affecté environ 900 000 enfants dans l'enseignement pré-primaire, 3,6 millions dans l'enseignement primaire et 1,5 million dans l'enseignement secondaire. Elle a également reporté de nombreuses activités au niveau des écoles, notamment celles liées à la gouvernance et à la responsabilité des écoles.

Le ministère de l'éducation national a élaboré une stratégie visant à assurer la continuité des services éducatifs, le retour en toute sécurité dans les écoles une fois la crise passée et le renforcement du système pour répondre efficacement à cette situation d'urgence et à d'autres. Le 4 mai 2020, plus de la moitié des 120 000 affiches scolaires contenant des messages relatifs à l'hygiène et 15 000 affiches destinées à la communauté au sens large avaient été distribuées. Afin de promouvoir la poursuite de l'apprentissage pendant l'urgence, des émissions de radio et de télévision ont été lancées par le ministère de l'Éducation avec le soutien de partenaires le 7 avril et la distribution de livrets d'auto-apprentissage pour les niveaux 6, 5, 4 et 3 a commencé le 12 mai. 636.000 livrets ont été livrés aux gouvernements régionaux. Entre-temps, les partenaires techniques et financiers ont poursuivi leur soutien au ministère de l'éducation afin de renforcer sa capacité à répondre à la crise. Les activités de gouvernance locale, y compris MICS-EAGLE, ont été déployées en mettant en œuvre des mesures de distanciation sociale et des mesures sanitaires à partir d'octobre 2020.

Le ministère de l'éducation a d'abord procédé à une réouverture partielle des écoles pour accueillir les enfants qui devaient passer des tests de certification avant octobre 2020. En octobre également, les préparatifs de la nouvelle année scolaire ont commencé, notamment le lancement de la vague 2020 de la "Course de Remise à Niveau" (CRAN), une initiative régulièrement soutenue par l'UNICEF qui tente d'offrir aux élèves non scolarisés la possibilité de rattraper leur retard en vue de la nouvelle année scolaire. En 2020, l'UNICEF a étendu son soutien à la formation des enseignants qui mettront en œuvre le CRAN, des sept régions prioritaires pour l'éducation, à l'ensemble du pays, dans le but de compenser une partie de l'impact négatif des mesures

sanitaires COVID19. Fin 2020, le gouvernement a également annoncé qu'il y aurait une politique d'éducation gratuite pour le cycle scolaire 2020-2021. Cette politique a été mise en œuvre jusqu'en février 2021. Début avril, une nouvelle vague de cas de COVID19 a conduit à la décision de prolonger la période de vacances, qui s'est poursuivie à la fin du mois d'avril.

Simultanément, en novembre 2020, le Grand Sud a été touché par la sécheresse la plus sévère depuis 1981. Près de 4 000 personnes ont été déplacées et ne rentrent que progressivement dans leurs foyers. Cette situation a eu un impact négatif sur la capacité des familles à soutenir l'apprentissage et le développement de leurs enfants. La superposition de ces crises a gravement entravé la poursuite de l'éducation et a nécessité des interventions réactives soigneusement et spécifiquement adaptées.

Justification

Les conditions mentionnées ci-dessus ont créé un besoin de mieux comprendre le contexte national et de développer dans ce contexte une approche logistique qui favorisera la livraison adéquate des intrants, la coordination de la réponse aux urgences et le suivi et la collecte des données avant, pendant et après les appuis de l'UNICEF. Sous la direction et la supervision générale du chef de l'éducation (P4), le consultant analysera les besoins contextuels et proposera des actions immédiates et à moyen terme pour soutenir et mettre en œuvre l'éducation dans le cadre de la réponse aux urgences, y compris la logistique, les processus d'approvisionnement et le suivi nécessaires pour rendre ces réponses efficaces. Dans l'ensemble, le consultant contribuera à stimuler la résilience du système éducatif d'une manière équitable et inclusive, avec une attention particulière aux enfants marginalisés, défavorisés et exclus des services sociaux.

Objectives

Objectif du poste: Mener (au niveau du bureau et au niveau de l'éducation nationale, en tant que co-lead du Cluster Education) la planification de l'intervention d'urgence, en documentant, rapportant et planifiant les activités logistiques et d'approvisionnement qui répondent au contexte malgache et sont alignées sur les SOPs de l'UNICEF.

Taches

1. Participer aux réunions de coordination des clusters pour faciliter des planifications, partager et collecter des informations (en tant que co-lead avec le MEN).
2. Participer aux réunions du cluster d'urgence et aux réunions avec le Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes (BNGRC), en apportant un soutien au plan d'intervention de l'UNICEF Madagascar CO.
3. Coordonner la collection et compiler des données quantitatives et qualitatives pour contribuer aux exercices de reporting mensuel (rapport conjoint OCHA, rapport mensuel COVID19, SitRep, et autres si nécessaire).
4. Participer aux activités de logistique, d'approvisionnement et de stockage et fournir des recommandations pour l'amélioration des procédures qui s'appliquent au sein de la section éducation de l'UNICEF Madagascar CO.

5. Contribuer aux activités de gestion des connaissances et d'archivage de la section en matière d'urgence, de logistique et d'approvisionnement.

Profil du Consultant

Formation et expérience techniques souhaitées

- Diplôme universitaire compatible avec un travail dans le domaine de l'approvisionnement, de la logistique, de l'intervention d'urgence, de la construction temporaire et permanente ou similaire.
- Un minimum de quatre ans d'expérience professionnelle au sein d'organisations de développement.
- Connaissance des procédures administratives et techniques de l'UNICEF.
- Connaissance du fonctionnement des activités de logistique, d'approvisionnement et de distribution de l'UNICEF Madagascar.
- Une expérience pertinente au sein de l'UNICEF est considérée comme un atout.
- La maîtrise du français et du malgache est requise. Une connaissance de base de l'anglais est considérée comme un atout.

Connaissances techniques spécifiques requises (pour le poste) :

- Procédures de passation de marchés.
- Les interventions d'urgence.
- Développement des infrastructures, notamment en ce qui concerne les infrastructures scolaires dans le contexte malgache.
- Planification et exécution de la logistique et de la distribution.

Core Competencies:

UNICEF's values of Care, Respect, Integrity, Trust, and Accountability (CRITA) and core competencies in Communication, Working with People and Drive for Results.

Les compétences fonctionnelles requises pour ce poste sont :

- Appliquer l'expertise technique [II]
- Décider et initier des actions [II]

Critères d'évaluation

Le dossier d'application devra comprendre :

1. Une lettre de motivation faisant acte de soumission (en français)
2. Un CV détaillé
3. Une offre technique (compréhension des Termes de Références, approche méthodologique, chronogramme, etc.) pour la prestation de service.

4. Copie des diplômes et des attestations les plus pertinents.
5. Proposition financière totale (honoraires) de la prestation sur 12 mois de travail pour la réalisation des tâches, soumise dans un fichier distinct et établie selon le modèle suivant :

| Rubriques | Quantité | Prix unitaire | Montant (en AR) |
|----------------------------------|----------|---------------|-----------------|
| Honoraires mensuels (à préciser) | | | |
| TOTAL | | | |

La sélection des candidatures sera faite sur la base des critères de la matrice standard de sélection de l'UNICEF.

| |
|---|
| 1. <i>Evaluation administrative (Eliminatoire)</i> |
| 2. <i>Evaluation technique selon la matrice de selection UNICEF</i> |
| 3. <i>Evaluation financière*</i> |
| 4. <i>Recommandation pour attribution</i> |

Evaluation technique : *Evaluation technique (100 points, seuil éliminatoire 65 points)*

| Candidat | Academic qualifications (level and pertinence to this consultancy) (15%) | | Work experience on similar tasks to those listed in these TORs (20%) | | Experience with UNICEF, other UN agencies or other international cooperation agencies in activities with a high level of logistic demand (25%) | | Verbal and written fluency in Malagasy (15%) | | Verbal and written fluency in French (15%) | | Knowledge of procedures related to school infrastructure development in Madagascar (10%) | |
|----------|--|-------|--|-------|--|-------|--|-------|--|-------|--|-------|
| | Comment | Score | Comment | Score | Comment | Score | Comment | Score | Comment | Score | Comment | Score |
| | | | | | | | | | | | | |

Les offres financières seront ouvertes seulement pour les candidats ayant eu au moins 65 points à l'évaluation technique.

() : La note financière se calcule en divisant le minimum de tous les budgets éligibles par le budget de l'offre évaluée, multiplié par la pondération*

Précision sur les conditions générales : Procédures & Logistiques

Outre les honoraires mensuels, le consultant recevra une indemnité de subsistance journalière pour les nuits passées hors de son lieu d'affectation au tarif en vigueur aux Nations Unies pendant les supervisions.

- ✓ Le consultant sera uniquement responsable des tâches du programme tel que cité dans ces termes de références.
- ✓ Le consultant ne sera pas hébergé et/ou nourri.
- ✓ Le consultant sera autorisé à avoir accès aux transports de l'UNICEF sur le terrain dans la mesure du possible.
- ✓ Les consultants n'ont pas droit au paiement d'heures supplémentaires. Toute rémunération doit être comprise dans l'accord contractuel.
- ✓ Le consultant doit utiliser son propre équipement de travail (ordinateurs, logiciels, téléphones, internet, etc.). Aucun achat de matériel ou équipement de travail ne sera fourni par l'UNICEF. Toutefois, il faudra confirmer la prise en charge du coût de la communication, habituellement la section octroie une carte SIM (voice & data) et une radio VHF pour la question sécuritaire.

En acceptant le contrat de collaboration avec UNICEF, le (la) consultant (e) s'engage à respecter et défendre par tous ses moyens les valeurs et les principes de cette organisation notamment la prévention contre l'abus et l'exploitation sexuelle (PSEA).

Payment Schedule

Un rapport de démarrage, 10 rapports d'avancement et un rapport final de clôture résumant les principales réalisations et recommandations. Chaque rapport d'avancement comprendra :

- (a) Un résumé des réunions de coordination auxquelles il a participé pour collecter des informations et soutenir ses recommandations, y compris les réunions du cluster urgence, les réunions avec le Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes (BNGRC) et autres, le cas échéant.
- (b) Résumé des contributions aux rapports de ce mois (rapport conjoint OCHA, rapport mensuel COVID19, SitRep, et autres si nécessaire).
- (c) Résumé des activités de logistique, d'approvisionnement et de stockage.
- (d) Contribution aux activités de gestion des connaissances et d'archivage de la section sur le thème de l'urgence, de la logistique et des achats.
- (e) Recommandations à mettre en œuvre le mois suivant.

| Deliverable | Date Due | Payment |
|-------------------|----------|---------|
| Inception report. | Week 1 | 8% |
| Progress Report 1 | Month 1 | 8% |
| Progress Report 2 | Month 2 | 8% |
| Progress Report 3 | Month 3 | 8% |
| Progress Report 4 | Month 4 | 8% |
| Progress Report 5 | Month 5 | 8% |
| Progress Report 6 | Month 6 | 8% |
| Progress Report 7 | Month 7 | 8% |
| Progress Report 8 | Month 8 | 8% |

| | | |
|----------------------|----------|-----|
| Progress Report 9 | Month 9 | 8% |
| Progress Report 10 | Month 10 | 8% |
| Final exiting report | Month 11 | 12% |

Risques relatives au contrat

Le soutien local des écoles et du gouvernement local est nécessaire pour que cette consultation soit un succès.

Conditions Generales: Procedures & Logistiques

Le consultant sera basé à Antananarivo avec des déplacements occasionnels. Lorsque des déplacements sont nécessaires, UNICEF Madagascar CO en couvrira les frais. L'équipement de travail de base sera fourni par UNICEF Madagascar CO (par exemple, ordinateur, bureau, papier, crayons ou stylos). Le consultant fera du télétravail ou travaillera depuis le bureau de l'UNICEF Madagascar selon les conditions sanitaires actuelles du pays. En cas de télétravail, un contact régulier à distance par vidéoconférence sera maintenu avec le superviseur. Tous les produits livrables seront la propriété intellectuelle de l'UNICEF.

Comment postuler

L'UNICEF s'engage à respecter l'égalité des sexes dans son mandat et au sein de son personnel. Les candidats qualifiés, en particulier les femmes, sont vivement encouragés à postuler.

Les personnes intéressées doivent envoyer leur candidature :

- Lettre de motivation
- CV détaillé (avec le nom et les coordonnées des références)
- Copie du diplôme universitaire le plus élevé
- Une offre financière indiquant les coûts totaux.

L'UNICEF applique une politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des abus sexuels, ainsi que de tout type de harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, et de discrimination. Tous les candidats sélectionnés seront donc soumis à une vérification rigoureuse de leurs références et de leurs antécédents.

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés.